

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de POLLIONNAY

Dossier n° PC0691542600008

Date de dépôt : **06/05/2026**

Date d'affichage en mairie : **07/05/2026**

Demandeur : **Monsieur et Madame DUFOUR
David et Lauranne**

Pour : **Construction d'une villa comprenant :**

- **un sous sol complet**
- **un étage avec bureau, pièce de vie, cuisine et suite parentale**
- **un second étage avec trois chambres et pièces d'eau**

Adresse terrain : **645 Chemin de la Poizatière
69290 POLLIONNAY**

ARRÊTÉ *226/165*
**accordant un permis de construire
au nom de la commune de POLLIONNAY**

Le maire de POLLIONNAY,

Vu la demande de permis de construire présentée le 06/05/2026 par Monsieur et Madame DUFOUR David et Lauranne demeurant 88 B rue du Commandant Charcot à LYON (69005) ;

Vu les pièces modificatives en date du 19/06/2026 ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour la construction d'une villa comprenant :
 - un sous sol complet
 - un étage avec bureau, pièce de vie, cuisine et suite parentale
 - un second étage avec trois chambres et pièces d'eau ;
- Sur un terrain situé 645 Chemin de la Poizatière à POLLIONNAY (69290) ;
- Pour une surface de plancher créée de 181 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 16/12/2025 ; ;

Vu le plan de prévention des risques naturels d'inondation de l'Yzeron approuvé le 22 octobre 2013 ;

Vu l'avis du SIDESOL en date du 11/05/2026,

Vu l'avis d'ENEDIS-Unité de Vienne Pays de Rhône en date du 08/06/2026,

Vu l'avis FAVORABLE de Syndicat intercommunal d'assainissement de la Haute Vallée de l'Yzeron (SIAHVV) en date du 25/06/2026,

Vu la déclaration préalable n° 0691542500042 accordé en date du 22/08/2025 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDE**.

Fait à POLLIONNAY

Le - 1 JUL. 2026

Le maire,
Philippe TISSOT



Attention : pour les autorisations d'urbanisme dont la demande a été déposée après le 1^{er} septembre 2022, le bénéficiaire doit, **dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux** (lorsque l'état d'avancement des travaux permet une utilisation effective, même lorsqu'il reste des aménagements intérieurs à réaliser), **déclarer les éléments soumis à la taxe d'aménagement**.

Cette déclaration se fait sur le site des impôts, dans la partie « Gérer mes biens immobiliers ».

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat dans un délai d'un mois suivant la date de la notification de la décision. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux ou hiérarchique. L'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas les délais de recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour deux années si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.